

**PROGRAMME
TURQUIE**

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA TURQUIE
À L'ÉPREUVE DES CRISES DU MOYEN-ORIENT**

Autour de Jana J. JABBOUR

ENSEIGNANTE À SCIENCES PO PARIS ET DOCTEUR ASSOCIÉE AU CERI

Animé par Didier BILLION

DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

5 OCTOBRE 2017

*Compte-rendu du 19^e séminaire organisé le 5 octobre 2017 à Paris,
avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie
du ministère de la Défense, dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.*

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE



PROPOS INTRODUCTIFS

Durant une longue période, la République de Turquie, tout à la volonté d'occidentalisation du régime kémaliste, a tourné le dos à son environnement moyen-oriental. Pour autant, dès les années 60, une volonté de diversification des axes de sa politique étrangère s'affirme graduellement.

Cette inflexion se manifeste notamment par un rapprochement avec les pays arabes se déclinant par la multiplication des contacts, une fluidification des relations politiques et économiques, ou encore par l'adhésion de la Turquie à l'Organisation de la conférence islamique (OCI) en 1976.

Néanmoins, c'est au début des années 2000, avec l'accession du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, qu'un remarquable approfondissement des relations avec les pays de son environnement géopolitique immédiat se manifeste.

Ces évolutions ont été interprétées à travers de multiples prismes :

- une approche confessionnaliste : l'islam politique aux fondements de l'AKP serait la cause principale de ce rapprochement,
- des relations internationales comprises comme un jeu à somme nulle : les tensions avec l'Union européenne (UE) qui contraindraient la Turquie à réorienter sa politique étrangère vers le Moyen-Orient,
- une lecture historiciste de la politique étrangère turque avec l'utilisation récurrente du concept de « néo-ottomanisme ».

Ces grilles de lecture prises séparément ne peuvent néanmoins pas permettre de comprendre la complexité des évolutions entre la Turquie et son environnement régional et international.

L'explosion des révoltes dans le monde arabe au cours de l'hiver 2010-2011 posa ainsi de nombreux défis à la diplomatie turque, un moment désarçonnée, entre le maintien des relations avec des régimes contestés et le soutien aux mouvements de contestation. Après une période d'hésitations, le choix fut fait d'accompagner ces mouvements de contestation en privilégiant les relations avec la mouvance des Frères Musulmans.

Cette politique fut pourtant rapidement mise à l'épreuve du réel avec les développements de la crise syrienne. L'erreur totale d'appréciation sur les évolutions de cette dernière, pronostiquant une chute rapide du régime syrien, entraîna une suite de choix politiques erronés.

Depuis lors, force est d'admettre que la politique régionale de la Turquie connaît une réelle désorientation comme le montre par exemple la complexité des relations avec l'Égypte depuis 2013 ou encore les difficultés à se positionner par rapport à l'Arabie Saoudite (soutien dans la crise au Yémen mais opposition à Ryad dans la crise qui l'oppose au Qatar).

SYNTHÈSE DE L'INTERVENTION DE JANA J. JABBOUR

La politique extérieure de la Turquie donne un sentiment de vertige tant elle est traversée par une série de contradictions apparentes.

Sans être exhaustif, nous pouvons en décliner plusieurs exemples :

- candidature à l'Union européenne mais rhétorique d'hostilité et de provocation à l'égard de cette dernière,
- membre de l'OTAN, mais rapprochement avec la Russie (perspective d'achat de S400),
- partenariat stratégique avec les États-Unis tout en conservant d'excellentes relations avec l'Iran,
- pays s'identifiant de manière constante à l'Occident depuis des décennies mais se rapprochant des pays arabes et musulmans depuis une dizaine d'années et multipliant les références à son passé impérial, islamique et oriental dans son discours officiel

Le projet initial de l'AKP, ses ressorts, sa doctrine stratégique

Après les décennies de divorce de la période kémaliste, nous assistons, dès les années 2000, à un réel retour de la Turquie au Moyen-Orient se manifestant par de nombreux aspects :

- diplomatique : rapprochement avec les pays arabes de la région,
- économique : multiplication de signatures d'accords de libre-échange avec ces derniers,

- intégrateur : déclaration de Recep Tayyip Erdoğan en novembre 2010 proposant l'instauration d'un espace « Chamgen » (à l'instar de l'espace Schengen de l'UE et en référence au « pays de Cham » qui comprend la Syrie, la Jordanie, le Liban et la Palestine),
- culturel : accroissement d'une politique de *soft power* par l'exportation de séries turques, l'octroi de bourses d'études, la création de centres et instituts dédiés à la formation d'une élite turcophone et si possible turcophile.

Les principaux paradigmes utilisés pour analyser les évolutions de la politique extérieure de la Turquie sont alors les suivants :

- néo-ottomanisme : pulsion impériale qui motiverait les choix de la Turquie quant aux axes de sa politique extérieure et ayant pour objectif la reconstitution d'une sphère d'influence historique,
- panislamisme : la politique extérieure turque qui reposerait sur l'islam politique avec pour objectif la promotion d'une solidarité islamique régionale.

Ces deux concepts sont fréquemment utilisés pour expliquer les inflexions turques en matière de politique extérieure depuis l'accession de l'AKP au pouvoir en 2002. Ces notions sont néanmoins réductrices car elles considèrent qu'un islam expansionniste et un retour au Califat constituent les fins de la diplomatie turque.

En réalité, c'est beaucoup plus le paradigme de puissance moyenne et émergente couplé à la volonté de (recon)quête de statut sur la scène internationale qui permet de saisir le cours actuel de la politique extérieure turque. Le *powershift* – c'est-à-dire le basculement de la puissance d'Ouest en Est – est en effet un élément déterminant des évolutions internationales en ce début de 21^e siècle.

Si l'on se place dans cette perspective la Turquie possède d'incontestables atouts : position géographique à une intersection Nord/Sud, une démographie dynamique et significative, une économie énergique reposant sur les exportations, une volonté d'utiliser sa puissance économique comme moyen d'influence politique doublée de l'exigence croissante d'un droit de regard sur les affaires du monde (voir à ce propos les multiples déclarations de Recep Tayyip Erdoğan sur le statut et le fonctionnement du Conseil de sécurité de l'ONU).

L'affirmation de sa puissance se décline alors par une diplomatie de (re)conquête de statut, une politique d'affirmation de soi et la glorification du passé comme justification de la quête dudit statut.

Celui qui théorisa et incarna le plus systématiquement ces desseins est Ahmet Davutoğlu.

Quelques points de repère sur Ahmet Davutoğlu et sa doctrine

Conseiller diplomatique de Recep Tayyip Erdoğan de 2003 à 2009, ministre des Affaires étrangères de 2009 à 2014, Premier ministre de 2014 à mai 2016.

2001 : publication de son ouvrage de référence, *Profondeur stratégique, la position internationale de la Turquie*, fondements de la doctrine stratégique de l'AKP.

Les points saillants de ses thèses :

- l'alignement forcé sur l'Occident durant la Guerre froide a réduit la Turquie à une situation d'Etat vassal,
- la multipolarité permettra à la Turquie d'être un acteur indépendant à l'international,
- l'objectif de faire du pays une puissance centrale, un Etat pivot, en se servant du Moyen-Orient comme l'espace géographique pertinent à ces aspirations,
- conviction que celui qui contrôle l'Eurasie contrôle le monde,
- la culture, l'identité et l'histoire doivent être des leviers d'influence au Moyen-Orient, vision instrumentale de cette région considérée comme un « espace vital » pour la Turquie,
« Il faut concevoir notre politique au Moyen-Orient à travers la métaphore du tir à l'arc, plus nous tirons fort au Moyen-Orient et plus loin nous atterrirons en Europe et dans le monde »,
- conscience en une dialectique Turquie puissance régionale/Turquie Etat membre de l'UE.
- nécessité d'une politique extérieure du « grand écart » qui caractérise la Turquie des années 2000, c'est-à-dire liens avec des acteurs antagonistes de la scène internationale : Israël/Hamas, Israël/Iran, Etats-Unis/Europe/Moyen-Orient. Aucune position ne doit être figée. La « volatilité identitaire » présente dans le discours de l'AKP illustre cette ambivalence.
- conception libérale des relations internationales : construction d'une interdépendance économique avec les pays arabes à son profit.

De l'inflexion à l'impasse : trois tournants majeurs

« Le tournant islamiste » de la Turquie

En réalité, plus qu'un choix strictement idéologique c'est le pragmatisme qui guide l'action turque. Ainsi, lors de la vague de contestation qui éclate au cours de l'hiver 2010-2011, c'est parce que la mouvance des Frères Musulmans apparaît comme le

mouvement le mieux structuré et le plus à même à prendre le pouvoir que la Turquie fait le choix de privilégier les relations avec elle. L'objectif était alors que la Turquie puisse assoir son influence régionale par un étroit partenariat avec la confrérie des Frères et de leurs affidés.

Le réel succès de l'AKP lors des élections législatives en Turquie en juin 2011 conforte Erdoğan dans l'idée qu'il peut devenir le leader de la *oumma*, dans un Moyen-Orient reconfiguré.

Enfin, la Turquie, prenant conscience que l'horizon européen s'éloigne progressivement, recherche confusément une alternative dans la région.

La crise syrienne

Dans une première phase, les dirigeants turcs préconisent le maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir. Ce ne sont pas moins de 18 visites que R. T. Erdoğan et A. Davutoğlu effectuent à Damas, entre mars et août 2011, pour tenter de convaincre le régime syrien de procéder à des réformes contrôlées. Ils pensent pouvoir le convaincre au nom des relations édifiées avec lui au cours des années 2000, la Syrie étant alors considérée comme la porte d'entrée de la Turquie au Moyen-Orient, précondition à l'affirmation de la Turquie comme puissance régionale.

Mais rapidement, plusieurs facteurs vont pousser la Turquie à se détourner d'Assad :

- dès mai 2011, les Kurdes de Syrie commencent à s'affirmer sur la scène politico-militaire syrienne, alimentant les craintes de contagion potentielle en Turquie même, c'est donc à partir du prisme interne que le dossier syrien est en bonne partie perçue à Ankara,
- importance du facteur relationnel : en août 2011, Bachar Al-Assad menace ouvertement la Turquie en refusant tout « *conseil d'un gouvernement étranger* ». Pour R. T. Erdoğan, qui réagit souvent de manière passionnelle et compulsive, l'homme qu'il appelait « *mon frère* », l'a trahi.
- La Turquie passe d'une « politique d'adaptation » au nouveau contexte moyen-oriental à une « politique d'impulsion », qui se traduit par une stratégie

interventionniste, la Turquie étant, à tort, persuadée d'une réelle maîtrise de sa sphère d'influence.

Cette politique entraîne une crispation autoritaire de l'AKP largement explicable par les effets négatifs de la crise syrienne. R. T. Erdoğan, instrumentalisant sans difficulté les craintes des citoyens turcs générées par la déstabilisation des Etats limitrophes, se présente comme l'homme fort, seul à même de garantir la sécurité et l'intégrité nationales.

En outre, c'est la fin programmée du processus d'ouverture aux Kurdes, la crise syrienne ayant constitué pour le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et sa projection syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD), une opportunité inespérée pour se renforcer et donc négliger l'option de la voie négociée avec Ankara. La question kurde redevient alors une obsession pour les autorités turques, ce qui entraîne Ankara à concentrer ses efforts dans la lutte contre le PKK et ses alliés plutôt que contre l'Etat islamique.

Le coup d'Etat du 15 juillet 2016

La tentative de coup d'Etat va exacerber en Turquie un sentiment de peurs et de paranoïa complotistes. Non seulement à l'intérieur du pays (PKK, Fethullah Gülen) mais également à l'extérieur (puissances occidentales).

Cette situation va induire deux conséquences sur la politique extérieure turque :

- la légitimation du discours officiel du gouvernement turc qui traduit la perception d'une Union européenne voulant porter atteinte à la sécurité nationale,
- la mise en œuvre d'une forme d'isolationnisme indiquant que la politique extérieure n'est plus une priorité pour la Turquie qui adopte alors une posture défensive. D'une « politique d'impulsion » la Turquie passe alors à une « politique de réaction ». L'éviction d'Ahmet Davutoğlu, en mai 2016, symbolise ces évolutions. Il est ainsi confondant de constater que la Turquie ne possède pas de politique véritablement définie vis-à-vis de pays tels l'Egypte, le Liban ou la

Tunisie et qu'elle procède souvent au coup par coup à l'égard des pays limitrophes (Iran, Irak, Syrie).

Les évolutions actuelles

Le désir d'Europe est toujours palpable en Turquie. A la fois parce que l'Union européenne persiste à être perçue comme le stade ultime du développement et de la modernité mais aussi parce que l'accession à l'UE reste le moyen de réaliser la quête d'un statut régional (métaphore du tir à l'arc – cf. supra).

Deux problèmes ternissent néanmoins ce désir d'Europe :

- Les Européens n'ont plus confiance dans la capacité de la Turquie à exercer sa capacité de stabilisation régionale,
- Les Turcs se sentent rejetés par les Européens ce qui explique l'émergence d'un euroscepticisme, qui reste toutefois de surface jusqu'alors. Les philippiques anti-européennes sont en réalité probablement sur-jouées par les responsables de l'AKP et ne constituent qu'une réplique à un turco-scepticisme de plus en plus affirmé au sein de l'UE. Les années 2000 constituent sans doute pour les Européens et les Turcs une occasion historique perdue. Les Turcs ont toujours besoin de l'Europe (démocratisation, réalisation de leur quête de statut) et réciproquement l'UE a toujours besoin de la Turquie, notamment pour ce qui concerne les défis sécuritaires (lutte contre le terrorisme, questions migratoires).

A défaut d'une intégration pleine et entière à l'UE, il est désormais nécessaire d'envisager la possibilité d'un partenariat renouvelé qui reposerait sur quatre volets majeurs :

- sécuritaire : lutte contre le terrorisme et gestion plus coordonnée de la crise des réfugiés,
- économique : modernisation de l'union douanière,
- culturel : discussions avec la Turquie qui serait en cohérence avec l'approche européenne du dialogue entre les civilisations,
- politique et stratégique : coordination d'une action commune au Moyen-Orient et notamment en Syrie.

Le respect et la compréhension mutuelle sont les deux prérequis pour la construction d'un tel partenariat. Or les postures de l'Union européenne à propos de la tentative de coup d'Etat et des développements de la question kurde sont très mal comprises en Turquie.

La question de la relation à la Turquie amène à une réflexion existentielle : l'UE, et plus globalement les puissances occidentales, sont-elles prêtes à accepter l'intégration en leur sein d'une Turquie symbole de ces pays émergents en quête d'affirmation sur la scène internationale ?

Une réponse négative induirait un risque majeur : exclusion de la gouvernance internationale (diplomatie de l'humiliation) qui générerait des réactions de déviance, voire de nuisance (diplomatie de la contestation). La recherche d'un nouveau stratégique avec la Turquie pourrait rehausser la crédibilité de l'UE dans la région largement entachée actuellement.

En dépit de l'incontestable contentieux culturel et identitaire qu'incarne la Turquie au sein d'une partie de l'imaginaire collectif européen, se pose la question de l'intégration au sein de l'UE de près de 80 millions de musulmans. De la capacité de l'UE à répondre positivement à ces défis dépendra non seulement la capacité à refonder sa relation à la Turquie mais aussi la place de la Turquie dans son environnement géopolitique. ■

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA TURQUIE À L'ÉPREUVE DES CRISES DU MOYEN-ORIENT

AUTOUR DE

Jana J. JABBOUR / Professeur à Sciences Po Paris, docteur associée au CERI

ANIMÉ PAR

Didier BILLION / Directeur adjoint à l'IRIS

Compte-rendu du 19^e séminaire organisé le 5 octobre 2017 à Paris, avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère de la Défense, dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

Sous la direction de Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS
dbillion@iris-france.org

Un observatoire du

PROGRAMME TURQUIE

Sous la direction de Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS
dbillion@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
contact@iris-france.org
@InstitutIRIS

www.iris-france.org